



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 2095

Texte de la question

CHOMAGE DES JEUNES

M. le président. La parole est à M. Jean Glavany, pour le groupe socialiste.

M. Jean Glavany. L'heure n'est pas à la démagogie, monsieur le président, comme dit M. Douste-Blazy. Parole d'expert (*Rires sur les bancs du groupe socialiste*) car, franchement, sa réponse relevait de la polémique politicienne, de la caricature, du mensonge et de l'attaque personnelle. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Je souhaite interroger le Gouvernement sur un des résultats de sa politique économique et sociale, un " indicateur lisible pour tous les Français " comme dirait le ministre de l'économie et des finances, je veux parler du chômage, qui vient de repasser la barre des 10 %, ce qui angoisse beaucoup de Français, et en particulier je veux évoquer le chômage des jeunes qui est reparti, lui aussi, à la hausse et qui est encore plus alarmant. Car le chômage des jeunes est un sujet qui n'angoisse pas seulement ces centaines de milliers de jeunes qui ne trouvent pas de place dans la société, qui ne comprennent pas pourquoi la vie professionnelle leur est interdite.

M. Lucien Degauchy. Vous pouvez parler des 35 heures !

M. Jean Glavany. Il angoisse aussi leurs parents, qui s'inquiètent pour leurs enfants, il angoisse les grands-parents et les arrière-grands-parents, quand ils sont encore là. (*" Démagogue ! " sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Cela vous fait rire ? Sans doute ces sujets ne vous préoccupent-ils pas. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Cette augmentation du chômage des jeunes, c'est la conséquence directe de la suppression de tous les outils de la politique de l'emploi à laquelle vous avez procédé. Vous allez encore me dire que tout cela, c'est la faute de Jospin. (*" Oui ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Aussi, pour vous éclairer, j'ai apporté un petit tableau. (*M. Glavany montre un document.*) En vert, la courbe de la baisse du chômage des jeunes sous le gouvernement Jospin, en rouge sa hausse sous les gouvernements Raffarin. Ce sont les chiffres de l'INSEE et de l'ANPE ; vous ne pouvez pas les contester.

Ma question est simple : quel espoir le Gouvernement peut-il redonner aux jeunes Français qui sont au chômage ? (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué au logement et à la ville.

M. Marc-Philippe Daubresse, ministre délégué au logement et à la ville. Monsieur Glavany, vous conviendrez avec moi qu'un sujet aussi important que le chômage des jeunes mérite mieux que de la politique politicienne. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Depuis vingt ans, le chômage structurel des jeunes est deux fois supérieur à la moyenne nationale. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Bernard Roman. Ce n'est pas vrai !

M. le ministre délégué au logement et à la ville. S'il est vrai qu'il a augmenté l'an passé de 3,2 % - nous devons tous faire preuve d'humilité -, il avait augmenté de 7% l'année précédente et de 15% la dernière année du gouvernement Jospin. Voilà la vérité ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - " C'est faux ! " sur les bancs du groupe socialiste.*)

Oui, il faut donner une nouvelle espérance aux jeunes. C'est dans cette perspective, alors que des personnes sont sans emploi tandis que des emplois ne trouvent pas preneur, que Jean-Louis Borloo a élaboré un plan de

cohésion sociale qui prévoit 800 000 contrats d'apprentissage et 350 000 CIVIS, dont respectivement 350 000 et 150 000 dès cette année. En ce moment même, Jean-Louis Borloo, Laurent Hénart, le président de l'Association des maires de France, le président de l'Association des départements de France, que vous connaissez bien, le président de l'Association des régions de France, que vous connaissez bien également, signent tous ensemble la charte qui permettra de développer l'apprentissage, les contrats CIVIS et de redonner ainsi espoir à ces jeunes.

Face à cette grande cause nationale qu'est l'emploi des jeunes, monsieur Glavany, il y a ceux qui, comme vous, cherchent des excuses par le discours et ceux qui, comme nous, trouvent des moyens d'action.

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Données clés

Auteur : [M. Jean Glavany](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2095

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : logement et ville

Ministère attributaire : logement et ville

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 mai 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 11 mai 2005